



Compte rendu

Varsovie – Pologne – Lundi 4 mars

Présentation

Dans la continuité du débat organisé en présence de Madame la Ministre Nathalie Loiseau le 28 janvier 2019 à Varsovie, le député Frédéric Petit s'est associé aux conseillers consulaires et représentants des associations locales Pascale Seux, Michel Marbot, et Jean Rossi, pour organiser un deuxième débat consacré à la transition écologique et à tout autre thème que les participants souhaiteraient aborder.

La rencontre s'est tenue à l'Institut français de Pologne, en présence du sénateur Jean-Yves Leconte. En moins de deux mois, c'est le 13^{ème} débat de ce type proposé par Frédéric Petit dans sa circonscription des Français de l'étranger.

Présents dans la salle :

- Trente à quarante personnes présentes
- M. Jean-Yves Leconte, sénateur des Français de l'étranger
- M. Frédéric Petit, député
- Mme Pascale Seux, conseillère consulaire et membre de l'Assemblée des Français de l'étranger
- M. Jean Rossi, conseiller consulaire
- M. Michel Marbot, conseiller consulaire
- Prise de note : Patrick Cazeaux
- Modérateur : Yoann Thériaud, collaborateur parlementaire du député Petit

1. Accueil et ouverture

Résumé du grand débat précédent de Varsovie par Mme Pascale Seux :

- Synthèse du débat précédent du 28.01.2019 et qui concernaient les thèmes tels que : la démocratie, la citoyenneté, la transparence des services publics et la fiscalité.
- Le compte rendu peut être consulté sur le site du Grand Débat et sur <https://granddebatnationalenpologne.home.blog/author/granddebatnationalenpologne/>
- Un thème non abordé lors du débat précédent : la transition écologique.

Eléments de cadrage par le député Frédéric Petit :

- Il y a 32 débats organisés sur la 7^{ème} circonscription des Français établis hors de France
- Ce rendez-vous est un temps particulier du Grand Débat, qui ne se résume pas à des échanges en présence d'élus et qui se poursuit par les consultations en ligne et par tous les débats et échanges citoyens à venir.
- Le but lors cette discussion est de s'exprimer librement, de pas en ressortir avec des frustrations
- Nous pouvons débattre des idées avec des conceptions qui peuvent être divergentes. Acceptons d'avoir des désaccords fraternels.

2. Déroulement des échanges

Modérateur :

- Rappel : un cahier de doléances a été mis à disposition dans la salle par les conseillers consulaires
- Après avoir abordé lors du précédent débat de Varsovie la démocratie, la citoyenneté, l'organisation de l'Etat et des services publics, la fiscalité et les dépenses publiques, l'accent sera mis sur la transition écologique avec tous les enjeux que cela implique : énergie, santé, mobilité, qualité de l'air, eau, réchauffement climatique...

Propositions par les participants de sujets à aborder au cours de la soirée :

- Problèmes sur les bassins d'eau dans certaines intercommunalités françaises ?
- Que font les autres pays européens sur la question de la transition écologique ?
- Quel est le sens de cette transition écologique ?
 - Une des origines de l'apparition des gilets jaunes
- Comment répartir et/ou financer cette transition car une partie des concitoyens ne peut pas la payer ?

- La transition écologique ne peut être résolue localement mais c'est un problème mondial et il faut y répondre globalement car l'Union Européenne est prise par ses engagements à la COP 21.

Sénateur Leconte : les augmentations de taxes dans le PLF ne peuvent pas financer la transition écologique mais plutôt servent à renflouer les comptes de l'Etat.

Remarque : Par la transition écologique, ne se ferme-t-on pas les porte de nouveaux développements industriels et certaines innovations ?

Autres thématiques proposées :

- La biodiversité
- Le photovoltaïque
- Le marché carbone
- Pollution et problème d'attractivité économique
- Essence

Interventions, questions posées et propositions formulées par les participants :

- Les développeurs/bâtiment reçoivent une aide de la mairie de Varsovie pour le photovoltaïque à hauteur de 40% de l'investissement. Le but est d'avoir une électricité saine produite par l'Etat ou individuelle.
- Transport : l'écotaxe sur les entreprises durant le mandat du Président Hollande n'a pas été appliquée par un manque de courage politique.
- La gaz liquide n'est pas encore assez attractif et nécessite un changement comportemental.
- Manque de pédagogies de l'Etat sur les changements écologiques car l'Eco taxe ne doit pas être nomme comme taxe (impôt commun) mais plutôt comme contribution voire une redevance.
- Comme d'habitude, en France, nous parlons de la voiture électrique, sans aller jusqu'au bout de la démarche, en créant les infrastructures autour de celle-ci.
- Certaines entreprises commencent à utiliser l'inter modalité, le transport fluvial mais le réseau est assez faible pour pouvoir l'utiliser.
- Envisager de taxer les camions qui ne sont pas remplis à 100% et qui sont sur les routes et envisager une incitation fiscale pour le LNG.
- L'Etat doit être plus transparent sur les contributions en indiquant les sommes entrées, les utilisations et les dépenses.
- Remarque du député Petit : Chaque euro dépense est mentionné sur le site internet de Bercy.
- L'utilisation de la politique européenne de la PAC doit être expliquée au secteur agricole car comment se fait-il que les viandes françaises se vendent sur le marché à peine plus cher que les viandes polonaises ?
- Jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour changer nos attitudes pour réaliser la transition écologique ?

- Le développement des transports en région, exemple le département »93 « RER/métro sont sans cesse repoussés et il n’y a pas des pouvoirs publics :
 - De rapport publics sur l’évolution de la situation
 - Possibilité de pouvoir contrôler étape par étape les processus.
- L’important rôle de la Cour des Comptes doit évoluer afin d’augmenter :
 - Ses prérogatives
 - Sa communication
 - Ses audits

Il est important concernant la transition écologique, de rendre « meilleur » ce qui existe et non pas tout recréer afin de faire un nouveau système de « pyramide ».
- Il Ya 10-15 ans, nous avons toutes les idées, sur la transition, et sur les formes de nouvelles technologies à envisager mais il n’y a pas eu d’impulsion de l’Etat et ce dernier laisse le marché le faire à sa place.
- Nous devrions sanctionner les politiques pour les non respects de leurs engagements. Exemple les observations de la Cour des Comptes sur la PAC.

Remarques du sénateur Leconte :

- En Allemagne, chaque partie politique fait l’instruction citoyenne.
- L’exécutif reçoit des autorisations ou pas pour réaliser les dépenses.
- Ceci est contrôlé par Le rapporteur du Parlement et le Président des 2 Chambres est un membre de l’opposition.
- Le vote du budget dure 1 mois et le temps est très limité car sont effectués des contrôles sur ces propositions de dépenses et les analyses pourraient être plus approfondies s’il y avait plus de temps.
- La Cour des Comptes doit soulever les manquements de l’action publique.

Suite des interventions, questions posées, et propositions formulées par les participants :

- Comment le citoyen peut avoir confiance dans les représentants de l’Etat et comment ramener les gens qui sentent délaissés, négligés, oubliés à participer à l’intérêt général ?
- Nous devons aller au-dessus des « clivages », ramener la confiance dans les pouvoirs publics et diminuer la dette
 - Qui augmente, sans fin,
 - Qui n’est toujours pas résolue
 - Car nous n’avons toujours pas de solutions
 - Une meilleure répartition des efforts doit être faite
 - Ainsi que des taxes qui ne sont pas toujours d’une grande justesse.
- Jusqu’où peut-on aller dans nos changements d’attitudes concernant :
 - Le transport
 - Nos achats sur internet distribués par des transports camions
 - L’utilisation des emballages notamment plastiques.
- Une taxe sur les achats des industriels du plastique devrait être envisagée et devrait inclure le paiement du retraitement et du recyclage du plastique.

- La grande erreur est la
 - Diminution des députés et de la confiance dans les pouvoirs publics,
 - Doit exister une dose d'impertinence et de renouvellement des politiques
 - Nous sous estimons le rôle du Parlement et des Maires et Députés.
 A-t-on les moyens de cette transition écologiques ?
- Une banque européenne sur le climat devait être créée.
- L'Etat n'a pas les moyens de développer aujourd'hui le système scolaire, d'améliorer le système de santé, pour exemple, les tableaux numériques qui doivent être dans les écoles.
- Nous avons un gros problème dans nos mentalités françaises de consciences collectives car nous pensons de manière individualiste « moi d'abord » compare a de nombreux autres pays.

Remarques du député Petit :

- Pour réformer la Constitution :
 - Libérer les verrous des 120 jours
 - Loi organique
 - Règlement ordinaire
 - Réductions des parlementaires
 - Dose de proportionnelle
- Le grand débat doit ramener la notion de conscience collective
- La réappropriation citoyenne par le débat

Sénateur Leconte :

- La santé, après les reformes précédentes :
 - A beaucoup de déserts médicaux
 - Moins de médecins donnent moins de frais médicaux
 - Nous mettons les cotisations sociales, les retraites au même niveau des dépenses de l'Etat.
- Si moins de parlementaires, il y a aura moins de contacts avec les citoyens
- Concernant le temps législatif, ne pas laisser une seule lecture pour chaque texte.

Questions, thèmes et propositions des participants :

- Aller aux bouts des textes, adapter les lois et les applications et permettre aux citoyens de le contrôler.
- La défiance existe depuis longtemps par l'abstention grandissante.
- Trouver un système ou tout va plus vite sinon, nous n'agençons pas.
- Gilets Jaunes sont une défiance aux partis existants et le citoyen ne souhaite pas que les politiques passent leurs vies dans la politique.
- Le Parlement pourrait retrouver la confiance des citoyens :
 - En contrôlant mieux le gouvernement
 - Par beaucoup de projets proposés par les députés et les sénateurs.

- Nous parlons des symptômes mais l'on ne pas à la racine des problèmes et jusqu'où sommes-nous capables d'aller dans la transition économique :
 - Pouvoir d'achat
 - L'Etat n'a plus d'argent
 - Travailler plus
 - Niveau de retraite suivant temps et niveau de vie
 - Augmenter les moyens de l'Ecole
 - L'éducation
 - Comment payer les couts de la transition
 - L'Age de la retraite
 - Partage du temps de travail
- Une prise de conscience collective doit être effectuée sur le travail, l'impôt mis a par la TVA et la CSG.
- Un exemple le Danemark ou les citoyens sont heureux :
 - de payer des impôts
 - les étudiants ont des bourses qu'ils doivent déclarer aux impôts
 - tous les dépenses et attributions sont transparentes.
- Comment peut-on sortir du nucléaire ?
- En 2035-2040, nous serons plus de 10 milliards sur terre et des décisions radicales voire destructrices doivent être envisagées pour entamer les transitions.
- La France vit au-dessus de ses moyens
 - Seulement 53% paie des impôts
 - Manque de sentiment de justice
 - 10% paie 70% des impôts
- Le français vit au-dessus de ses propres moyens et nous devons :
 - Remettre en cause notre niveau de vie
 - Être plus satisfait de ce que l'on fait et ne pas être toujours insatisfait
- Des courants politiques disent que la dette n'est pas grave.
- Dans les débats sur le confort de vie et la question des mandats, les avis divergent.

Remarques du député Petit sur la situation de la France :

- Le PIB 85.000 euro/an
- Les dépenses publiques représentent 20.000 euro/an/habitant
- Le collectif est organisé mais les dépenses sont mal réparties
- Doit-en suivant nos choix vivre mieux et accepter des dépenses de 25.000 euro/an ou moins avec des dépenses de 15.000 euro/an.
- Doit-on diminuer le nucléaire sachant que ce fut le choix de nos pères pour préserver l'indépendance énergétiques ?

Questions, thèmes et propositions dans l'auditoire :

- Sortir du nucléaire, pour faire quoi ?
- Peut-on envisager une TVA « flottante » pour la consommation.

- Peut-on envisager une TVA différente pour la première voiture et une TVA plus grande pour la seconde, afin de différencier les premières nécessités et le superflu.
- Les entreprises doivent produire leurs propres énergies électriques et inciter avec des coûts plus élevés s'ils achètent l'électricité par des opérateurs.
- Nous devons développer, à titre privé et des entreprises :
 - La notion de synergies
 - Le partage
 - La mise en commun
 - Améliorer les décisions politiques
 - Savoir où l'on ne veut pas faire cet effort (axes non prioritaires)
 - Conscience collective développée par l'éducation
 - Nous devons changer la philosophie de la société française car nous avons plus de 2.000 milliards d'euros de dette.
- Quelle doit être la politique publique ? quelle doit être la conscience collective et faire la synthèse ou est la césure/rupture ?
- Les grandes entreprises peuvent avoir un grand impact sur les changements de comportements.
- La question de la pollution :
 - Peut-on envisager le paiement des véhicules qui entrent dans le centre villes comme à Stockholm et Londres mais nous devons penser aux infrastructures avant de faire payer ?
 - Peut-on envisager de « travailler à la maison » au moins 1 fois par semaine afin de diminuer les quantités de déplacements des transports ?
 - Peut-on envisager un taxi électrique dans les villes ?
 - Peut-on envisager des transports en commun électriques ?

3. Fin du débat

Remerciement des participants et organisateurs en clôture du débat.